

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec, soit mandatée pour octroyer un prêt d'un montant maximal de 60 000 000 \$ à Fonds QScale S.E.C. pour l'implantation d'un centre de traitement de données à haute densité sur le territoire de la Ville de Lévis, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ces types de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75284

Gouvernement du Québec

### **Décret 1063-2021, 14 juillet 2021**

CONCERNANT l'approbation de l'Entente de contribution entre le Canada et le Québec pour le Fonds pour la large bande universelle

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada souhaite contribuer à l'aide financière de 826 300 000 \$ accordée par le gouvernement du Québec afin de brancher 148 200 foyers québécois à l'Internet haut débit d'ici le 30 septembre 2022;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada souhaitent conclure l'Entente de contribution entre le Canada et le Québec pour le Fonds pour la large bande universelle;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente de contribution entre le Canada et le Québec pour le Fonds pour la large bande universelle, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75399

Gouvernement du Québec

### **Décret 1064-2021, 14 juillet 2021**

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'un prêt sans intérêt avec possibilité de pardon d'un montant maximal de 25 000 000 \$ à MELS Studios et Postproduction S.E.N.C., pour la construction du plateau de tournage MELS 4 à Montréal

ATTENDU QUE MELS Studios et Postproduction S.E.N.C. est une société en nom collectif constituée en vertu du Code civil du Québec ayant son siège à Montréal, qui œuvre notamment dans l'industrie de la télédiffusion et de la production cinématographique et audiovisuelle;

ATTENDU QUE MELS Studios et Postproduction S.E.N.C. souhaite réaliser un projet visant la construction du plateau de tournage MELS 4 à Montréal;

ATTENDU QUE ce projet présente un intérêt économique important pour le Québec;